

LA DYNAMIQUE DES GROUPES ARMÉS DANS L'EST DU CONGO ET LE CAS DU M23

Dominic Johnson

Introduction

Les activités des groupes armés et leurs effets sur la population défrayent la chronique en République démocratique du Congo depuis les élections de 2011, et cela de manière encore plus intense que pendant la législature de 2006 à 2011¹. Le nombre de déplacés internes, qui était tombé en dessous de 2 millions en 2009 pour la première fois en dix ans, a recommencé à croître en 2011 pour dépasser le seuil de 1,5 million à la moitié de l'année 2011, de 2 millions au premier trimestre de 2012 et de 2,5 millions au dernier trimestre de la même année. Un an après, au moment de la défaite des rebelles du M23, le nombre avait presque atteint 2,7 millions sur une population totale d'environ 70 millions de Congolais².

Le deuxième mandat électoral du président Joseph Kabila fut d'abord placé sous le signe d'une « révolution de la modernité », mais, deux ans après sa réélection, l'insécurité toucha directement un tiers de la population et un quart du territoire national englobant toute la partie Est du pays, c'est-à-dire de la frontière avec la République centrafricaine jusqu'à celle avec la Zambie. Ceci rend impossible une réorientation des priorités gouvernementales vers le développement. La croissance économique reste en dessous des prévisions, les forces militaires internationales sous mandat onusien ont été multipliées et renforcées au lieu d'entamer le retrait prévu, et l'évolution politique du pays est devenue l'objet d'un encadrement international au lieu de s'en affranchir.

Le groupe armé le plus visible a été le Mouvement du 23 mars qui a dominé l'actualité congolaise entre le mois de mai 2012 et celui de novembre 2013. Le M23 s'est révélé représenter la rébellion la plus puissante du pays depuis la fin

¹ Ce chapitre repose essentiellement sur le travail de l'auteur comme rédacteur au journal allemand *Die Tageszeitung* (www.taz.de) à Berlin et aussi comme analyste du Pole Institute à Goma en RDC. Des remerciements sont dus à l'équipe du Pole Institute qui a facilité les missions sur le terrain, ainsi qu'à la correspondante régionale du *TAZ*, Simone Schlindwein, pour ses nombreux reportages et ses recherches réalisés sur le terrain concernant le M23.

² Chiffres selon UNOCHA-RDC : rapports de situation humanitaire <http://www.rdc-humanitaire.net>.

officielle en 2003 de la deuxième guerre du Congo, en réussissant à prendre la ville de Goma, capitale du Nord-Kivu. Son occupation par les rebelles en novembre 2012 pour une durée de dix jours a été un moment déterminant qui a révélé au grand jour les problèmes et les contradictions de l'État. Quand les Congolais sont allés aux urnes le 28 novembre 2011, beaucoup d'entre eux craignaient une crise politique post-électorale, mais personne n'aurait imaginé qu'un an plus tard une des villes les plus importantes du pays se retrouverait sous le contrôle d'insurgés puissants promettant de marcher sur Kinshasa.

Ce bouleversement a finalement été un déclic, une sorte de catalyseur qui a réveillé le pays, en poussant le Gouvernement vers une dynamique de réformes internes et la communauté internationale vers un engagement plus actif aux côtés des autorités reconnues comme légales. La légalité de ces mêmes autorités a été fortement contestée un an avant par de nombreux Congolais suite au processus électoral. Cependant, ces événements ont finalement conforté le pouvoir en place, mais également ses détracteurs. Malgré la défaite militaire du M23, il n'est pas assuré que la suite des événements sera tranquille et consensuelle jusqu'aux prochaines élections de 2016.

1. Ascension et chute du M23

Les origines du M23

La rébellion M23 est née officiellement le dimanche 6 mai 2012 quand un groupe d'officiers des Forces armées congolaises (FARDC), sous la direction du colonel Sultani Makenga, a déclaré s'être reconstitué sous l'appellation ANC – Armée nationale congolaise, ancienne branche armée du RCD³ – et a appelé l'ensemble des officiers des FARDC à n'obéir qu'aux ordres de Makenga. Un « Mouvement du 23 mars » est alors créé à l'intérieur du CNDP⁴ pour « revitaliser la dynamique » des accords de paix du 23 mars 2009 ; le colonel Makenga en est nommé « coordonnateur »⁵.

La création du M23 faisait suite à une série de désertions qui avaient secoué les FARDC au Nord-Kivu dans les semaines précédentes et avaient fait voler en éclats l'intégration du CNDP dans l'armée. Pour rappel, le CNDP, mouvement rebelle dirigé par Laurent Nkunda jusqu'au début de 2009, avait mis fin à sa guerre contre le Gouvernement le 14 janvier 2009 et s'était associé à l'opéra-

³ Rassemblement congolais pour la démocratie : ex-rébellion pro-rwandaise qui contrôlait l'Est du Congo de 1998 à 2003 et faisait partie du Gouvernement de transition en juin 2003.

⁴ Congrès national pour la défense du peuple : ex-rébellion sous leadership tutsi en septembre 2006, intégré aux FARDC en 2009.

⁵ *Communiqué officiel n° 011/ANC/CNDP/2012* du 6 mai 2012.

tion conjointe « *Umoja Wetu* » des armées congolaises et rwandaises contre les milices hutu rwandaises des FDLR⁶ au Nord-Kivu. Puis, le mouvement avait signé un accord de paix formel avec le Gouvernement congolais le 23 mars 2009, se transformant ainsi en parti politique et mettant ses troupes à la disposition des FARDC.

Le virage de 2009 avait été précédé par l'éviction de Laurent Nkunda de la tête du CNDP par son bras droit, Bosco Ntaganda, soutenu contre son gré par Sultani Makenga qui avait tenu le front du CNDP dans son territoire natal de Rutshuru pendant des années et avait mené des opérations audacieuses. Les deux hommes furent récompensés par le Gouvernement congolais avec l'octroi de postes de commandement au sein des FARDC, respectivement au Nord et au Sud-Kivu, afin de mener des opérations « *Amani Leo* » contre les groupes armés. Deux des principaux leaders du CNDP se retrouvaient donc comme des commandants parallèles des FARDC au Kivu à côté des chefs de régions militaires.

Comme Bosco Ntaganda était recherché par la Cour pénale internationale de La Haye et placé sous un mandat d'arrêt international datant de 2006 pour recrutement d'enfants au compte de la milice UPC en Ituri, milice dont le leader politique Thomas Lubanga était déjà en prison à La Haye, la MONUC et la communauté internationale ne l'estimèrent pas assez fréquentable en tant que partenaire. Dès lors, il évoluait dans l'ombre, tissant un réseau de relations commerciales juteuses, tout en résidant en plein jour à Goma, non loin du gouvernement du Nord-Kivu, et fréquentant le restaurant *Chalet*, au bord du lac Kivu, très prisé des expatriés et des membres de l'ONU.

Cette situation ambiguë arrangeait le pouvoir qui rêvait de minimiser et d'achever le rôle des Casques bleus dans le pays après les élections de 2011. Les troupes ex-CNDP intégrées aux FARDC obéissaient à des chaînes de commandements parallèles, et, selon beaucoup de sources locales, elles jouèrent un rôle important pendant les élections en assurant la victoire de Joseph Kabila au Kivu, déjouant ainsi les pronostics selon lesquels le Kivu serait acquis au candidat d'opposition Vital Kamerhe, natif de Bukavu, ancien président de l'Assemblée nationale passée dans l'opposition en protestation contre « *Umoja Wetu* » en 2009. Les points de discorde portaient notamment sur les législatives dans le territoire de Masisi, lieu d'origine de Bosco Ntaganda, dont les résultats officiels furent annulés, les résultats réels jamais publiés, et qui s'étaient déroulées sous forte influence des soldats ex-CNDP.

⁶ Forces démocratiques pour la libération du Rwanda : organisation politique des soldats rwandais ex-FAR – l'armée rwandaise d'avant le génocide – au Congo, formée en 2000 à Lubumbashi et basée au Nord-Kivu depuis 2003.

Joseph Kabila sortit victorieux, mais affaibli des élections. Des observateurs internationaux et nationaux l'ont accusé de fraude massive et sa réinvestiture comme président de la République le 20 décembre 2011 fut boycottée par tous ses pairs sauf Robert Mugabe du Zimbabwe, lui-même paria.

Pour se racheter auprès de ses partenaires occidentaux, Joseph Kabila décida de faire de Bosco Ntaganda son bouc émissaire : lors d'un discours très remarqué tenu à Goma le 11 avril 2012, le président promit dans des termes plus ou moins voilés de le faire arrêter. Ntaganda comprit tout de suite et, sans être autrement inquiété, déménagea de Goma vers Mushaki, dans les collines de Masisi, avec des éléments ex-CNDP acquis à sa cause. Un ultimatum de cinq jours pour se rendre fut lancé par les FARDC aux mutins, mais celui-ci expira sans suite.

L'homologue de Bosco Ntaganda au Sud-Kivu, Sultani Makenga, quitta lui aussi son poste et, vraisemblablement après un passage à travers le Rwanda, s'installa dans le territoire de Rutshuru. Là, il fut rejoint par les troupes de Ntaganda venues de Masisi à travers le parc des Virunga. Bosco Ntaganda n'étant plus « acceptable », Sultani Makenga devint le leader du nouveau mouvement. Dans l'ascension de Makenga, qui n'a rien d'un homme politique, flottait également un parfum de revanche des amis de Laurent Nkunda contre Ntaganda qu'ils considéraient comme un traître.

Les mutins s'installèrent dans les collines de la chaîne volcanique des Virunga, adossée à la frontière rwandaise, plus précisément à Runyoni et à Chanzu, point d'où ils tenaient les FARDC à distance. Ils y recevaient des ralliements militaires et civils réguliers, car les structures de sympathisants du CNDP au Nord-Kivu soutenaient le nouveau mouvement.

De la mutinerie au mouvement politico-militaire

Au début du mois de juillet 2012, après avoir repoussé plusieurs attaques FARDC, le M23 passa à l'offensive. Ses troupes descendirent les collines et prirent en tenaille la ville-frontière de Bunagana sur la frontière avec l'Ouganda pour la conquérir le 7 juillet et contraindre ainsi les FARDC et la MONUC présentes de fuir en Ouganda. Le jour suivant, les mutins prirent le chef-lieu du territoire éponyme de Rutshuru et l'académie militaire de Rumangabo, base militaire la plus ancienne et la plus importante du Nord-Kivu située à côté de la station des conservateurs de la nature ICCN du parc national des Virunga.

En progressant jusqu'aux collines de Kibumba, au-delà de la limite sud du parc sur la route de Goma, le M23 rétablit en quelques jours l'ancienne ligne de front du CNDP grâce à laquelle Laurent Nkunda avait réussi à s'imposer comme partenaire de négociations sous un parrainage international avec la menace de pouvoir prendre Goma à tout moment.

Le M23 consolidait son pouvoir et s'érigeait comme un gouvernement alternatif dans les zones « libérées ». Tandis que les leaders militaires s'installaient à Rumangabo, un « gouvernement » se mettait en place à Bunagana le 17 août 2012 sous la direction de cadres politiques du CNDP.

Il faut préciser que le M23 n'était pas assimilable au CNDP : tout le CNDP n'était pas représenté dans le M23 et le M23 ne rassemblait pas que des ex-CNDP. En réalité, le CNDP, devenu parti politique à Kinshasa avec les accords du 23 mars 2009, était divisé face aux mutins. Son président, Édouard Mwangachuchu, sénateur à Kinshasa, commerçant rwandophone de la province du Nord-Kivu et détenteur d'un important terrain minier dans le Masisi, refusait de rejoindre le M23 pour ne pas perdre le statut légal de son commerce de Bibatama à travers le centre de négoce de Rubaya. Dans les collines, il était également presque voisin de la ferme d'Osso, ancien domaine colonial devenu avec la zaïrianisation une propriété du Tutsi rwandophone, chef de cabinet de Mobutu, Barthélémy Bisengimana, dont le fils est aujourd'hui chef de la Police nationale du Congo.

La présidence du M23 dans le « gouvernement » du 17 août 2012 alla donc au chef du bureau du CNDP à Kinshasa, Jean-Marie Runiga, leader d'Églises pentecôtistes, natif de Bukavu et ancien ami de Laurent Nkunda – il aurait été prêtre d'une église de Kisangani où Nkunda se rendait quand il commandait cette ville vers la fin de l'époque RCD. De plus, le ministre CNDP dans le gouvernement provincial du Nord-Kivu, François Ruchogoza, ministre de la Justice, rejoignit le gouvernement M23 comme « secrétaire exécutif⁷ ».

Certains autres piliers du CNDP, très proches de Nkunda, reçurent aussi des postes de ministre, comme René Abandi, chargé des Affaires extérieures. L'ancien chef de la milice hutu Pareco (Patriotes résistants congolais), Sendugu Museveni, qui avait fait la paix avec le CNDP en 2009, fut doté des Affaires politiques et de l'Administration. Il y avait même un ministère du Tourisme et un de la Jeunesse. Un politicien nande, Kambasu Ngeve, qui avait fait un passage au parti présidentiel PPRD, obtint également un rôle, celui de la « réconciliation et de l'unité nationale⁸ ».

Tout cela faisait partie d'une stratégie afin de transformer le M23, organisation de soldats mutins, en un mouvement politique avec des prétentions gouvernementales. Il commençait aussi à tisser des alliances avec d'autres rebelles réels ou autoproclamés à travers l'Est du Congo, notamment au Sud-Kivu, en Ituri, et même jusqu'au Kasai où des soldats FARDC pro-Tshisekedi étaient entrés en dissidence sous le commandant John Tshibangu en août

⁷ Mahamba Kasiwa, S. 2012 (17 août). *Communiqué officiel n° 0026/M23/2012*. Bunagana. <http://www.virunganews.com/content/view/2138/9/>.

⁸ En novembre 2013, Kambasu Ngeve devait prendre la tête d'une dissidence pro-gouvernementale du M23 à Kampala, accompagné par Sendugu Museveni.

2012. Cet ancien du RCD, et puis du RCD-ML au Nord-Kivu, muté au Kasai-Occidental par les FARDC, se révoltait pour « rétablir la vérité des urnes ». Son action était liée, sans preuves, à la délocalisation de certains soldats ex-CNDP au Kasai-Occidental en avril.

Le camp Tshisekedi produisit également le ralliement politique au M23 le plus spectaculaire de cette époque grâce à Roger Lumbala, député national élu de Mbuji-Mayi, la plus grande ville du Kasai, et chef de la plateforme électorale SET⁹. Lumbala, lui-même un ancien leader rebelle avec son organisation RCD-N¹⁰ transformée plus tard en parti politique, avait voyagé au Burundi fin août 2012 et avait cherché refuge à l'ambassade d'Afrique du Sud pour échapper à un mandat d'arrêt congolais, puis il s'était exfiltré par l'UNHCR en France d'où il rallia le M23. Lors des négociations de Kampala avec le Gouvernement congolais en 2013, Lumbala fut le n° 2 des négociateurs du M23 derrière Rucogoza.

Après la défaite de juillet 2012, le pouvoir de Kinshasa n'avait que peu de moyens pour contrer le M23. Le nouveau chef de la huitième région militaire, le général Lucien Bahuma, venu du Maniema, n'avait pas de leviers pour rendre sa troupe plus efficace. Selon des témoignages, les rares attaques des FARDC contre les rebelles se déroulaient dans un chaos complet. Elles étaient généralement conduites vers la fin de l'après-midi par des soldats encore affamés sous un commandement d'officiers déjà ivres. Ces frappes se soldaient chaque fois par une fuite désorganisée et par l'abandon des équipements. Des commandos d'élite de la Province-Orientale étaient redéployés au Nord-Kivu, mais sans pouvoir influencer les choses. Des milices anti-rwandaïses dans le Masisi, telles que l'APCLS¹¹, étaient armées par les FARDC pour contrer toute velléité du M23 de prendre également le contrôle de ce territoire.

Des relations personnelles étroites et même parfois familiales entre des ex-CNDP ayant rejoint le M23 et des ex-CNDP ayant gardé leurs postes parmi les FARDC nourrissaient, au sein même des forces armées, des soupçons de trahison et de connivence avec l'ennemi à presque tous les niveaux, à commencer par le chef des forces terrestres, le général Gabriel Amisi (« Tango Four »), ancien camarade de Laurent Nkunda à l'époque du RCD. Les soldats tutsi des FARDC dans la ville de Kitchanga, une des villes les plus importantes des collines de Masisi, étaient soupçonnés d'œuvrer pour les intérêts du M23, et

⁹ Soutien à Étienne Tshisekedi : plateforme politique de soutien à Tshisekedi comme candidat à la présidentielle de 2011 regroupant des formations en dehors de son parti UDPS.

¹⁰ RCD-National : dissidence du RCD formée en 2000 par Roger Lumbala et établie avec un soutien ougandais à Bafsaawende en zone diamantifère de la Province-Orientale.

¹¹ Alliance pour un Congo libre et souverain : milice du peuple hunde dans les territoires de Masisi et Walikale.

cela amenait leurs officiers à armer des miliciens hunde de l'APCLS contre les rwandophones de Kitchanga. Dans d'autres régions, des connivences entre les FARDC et FDLR, allant d'un partage pacifique de territoires jusqu'à un ravitaillement réciproque, ont été rapportées.

Pour le Gouvernement congolais, et beaucoup d'observateurs internationaux, l'avancée du M23 ne traduisait pas une rébellion du Kivu, mais une velléité du Rwanda d'étendre son influence en RDC par la voie militaire. Kinshasa accusait le pouvoir de Kigali de téléguidier le M23, de l'avoir créé, alimenté, de le commander et de l'approvisionner en s'appuyant sur des rapports du groupe d'experts des Nations unies chargés de veiller au respect des sanctions onusiennes contre les groupes armés en RDC.

Ces rapports, véhiculés sur le plan international surtout par des ONG américaines, étaient très contestés par les intéressés, à commencer par le Rwanda lui-même¹². Mais ce débat et la dégradation des relations entre la RDC et le Rwanda autour de la question du soutien au M23 rendaient difficile toute tentative internationale de désamorcer la nouvelle guerre de l'Est par des voies pacifiques, tout spécialement après l'élection du Rwanda au Conseil de sécurité de l'ONU en octobre 2012 qui suscita de nombreuses protestations de la part de la RDC.

L'organisation régionale CIRGL¹³ poussa, dès le début du mois d'août, à un processus de vérification de la frontière et à un dialogue entre la RDC et ses voisins de l'Est, mais sans succès. Les questions politiques soulevées par le M23 – la non-implémentation présumée des accords de paix du 23 mars 2009 – n'étaient pas prises en compte et le Gouvernement congolais refusait de traiter avec un mouvement considéré comme l'instrument d'une manipulation extérieure. La présidence ougandaise de la CIRGL essaya également d'entamer des négociations « indirectes » entre le Gouvernement congolais et le M23, mais le premier n'en voulut pas et le second réclama des négociations directes.

Beaucoup de renforts militaires des FARDC furent envoyés à Goma, mais leur principal effet fut d'augmenter l'insécurité et de contribuer à une vague d'assassinats nocturnes. Dans un cas resté tristement célèbre, des soldats ivres, un dimanche soir, rentrant d'un bar dans la ville de Sake, s'en prirent à leurs camarades, et il s'ensuivit une bataille à l'arme lourde qui se solda par quatre morts et la destruction complète de cinq maisons.

¹²L'ONU a publié les rapports du groupe d'experts sur <http://www.un.org/sc/committees/1533/egroup.shtml>. Le Gouvernement du Rwanda a publié ses réactions sur <http://www.gov.rw/RWANDA-S-RESPONSE-TO-THE-ALLEGATIONS-CONTAINED-IN-THE-ADDENDUM-TO-THE-UN-GROUP-OF-EXPERTS-INTERIM-REPORT?lang=en>.

¹³Conférence internationale sur la région des Grands Lacs : née d'abord en 2000 comme secrétariat permanent pour les négociations de paix en RDC et établie officiellement comme organisation régionale en 2007 regroupant la RDC, ses neuf voisins, ainsi que le Kenya et le Soudan.

De la prise de Goma au processus de dialogue

Face à ce blocage politique, et officiellement en réponse à l'insécurité grandissante à Goma, le M23 reprit les armes en novembre 2012 et poussa très vite jusqu'aux portes de Goma. Il répondit négativement à un ultimatum de 14 jours lancé par le gouvernement provincial du Nord-Kivu le 9 novembre les sommant de désarmer : de lourds combats éclatèrent à Kibumba le 15 novembre et le M23 avança jusqu'à Kibati au nord de Goma le 17 novembre et progressa encore. Le lendemain, un dimanche, le M23, déjà aux portes de la capitale provinciale, donna un ultimatum au Gouvernement lui enjoignant de démilitariser Goma et de s'engager publiquement dans les 24 heures à un processus de négociations qui devait inclure non seulement les rebelles, mais aussi l'opposition politique¹⁴.

Pendant que des unités des FARDC étaient déjà en train de quitter Goma en pillant des maisons, le Gouvernement répondit le lendemain, par la voix de son porte-parole, Lambert Mende, que le M23 était une « fiction » et donc qu'il n'y avait rien à négocier¹⁵. La « fiction » donna sa réponse aussitôt en prenant la ville de Goma le 20 novembre. Les FARDC en panique fuyaient vers l'ouest, poursuivis par les rebelles qui prenaient Sake au pied des collines de Masisi, et se déclaraient prêts à foncer sur Bukavu. Les Casques bleus de la MONUSCO, positionnés à l'aéroport de Goma, ne s'opposèrent pas à la prise de Goma par le M23 dans le souci de protéger les populations civiles. Les troupes M23 de Sultani Makenga réussirent là où Laurent Nkunda avait échoué : prendre le contrôle de la capitale du Nord-Kivu et devenir de ce fait un acteur régional incontournable.

Le M23 installé à Goma prônait un discours révolutionnaire. Le 21 novembre, lendemain de leur entrée dans la ville, les rebelles tinrent une grande réunion dans le stade pour recevoir le ralliement de la police nationale. Lors d'un discours public, le porte-parole militaire, Vianney Kazarama, fustigeait la corruption, la mauvaise gouvernance et le vol, en annonçant la prise prochaine de Bukavu, Kisangani et Kinshasa. Les rebelles déclaraient aussi vouloir reprendre immédiatement les travaux de voirie à Goma, abandonnés par le pouvoir après les élections, et instaurer une discipline de fer, y compris dans leurs propres troupes en interdisant aux soldats de sortir la nuit ou d'entrer dans des maisons privées. Contrairement à des rumeurs véhiculées plus tard, le M23 n'avait pas ouvert les portes de la grande prison de Muzenze à Goma : les pri-

¹⁴ Communiqué officiel n° 0028/M23/2012 du 18 novembre 2012.

<http://www.congoforum.be/upldocs/Communiqué%20%20officiel%20du%20Mouvement.pdf>.

¹⁵ *La Prospérité*. 2012 (20 novembre). « “Pas question de négocier avec une fiction”, répond Lambert Mende à l'ultimatum du M23 ». <http://www.digitalcongo.net/article/88030>.

sonniers s'étaient libérés eux-mêmes après le départ de leurs gardes et avant l'arrivée des rebelles.

Quelques jours plus tard, lors d'une conférence de presse à Goma, le président Runiga énonça une liste de demandes politiques du M23, y compris la libération des prisonniers politiques à Kinshasa et l'élucidation du meurtre du célèbre activiste des droits de l'homme, Floribert Chebeya.

Durant ce temps, les FARDC en débandade descendaient vers le Sud-Kivu en semant la terreur dans la ville de Minova où beaucoup de femmes furent violées, et à Kirotshe où la résidence de la première dame, Olive Lembe, fut pillée. Lors de leur fuite de Goma, ils détruisirent également les réseaux d'électricité et d'eau de la ville. Néanmoins, l'aéroport resta sous contrôle de la MONUSCO.

Les réactions à cette débandade furent multiples. Au niveau congolais, le chef des forces terrestres, le général Amisi, soupçonné d'avoir livré Goma aux rebelles et de préparer son propre ralliement aux rebelles, fut « suspendu », placé sous investigation et remplacé par François Olenga. Les familles Kabila et Olenga étaient liées depuis longtemps : François Olenga, fils du grand commandant rebelle Nicholas Olenga pro-lumumbiste des années 1960, avait grandi en exil en Égypte et en Allemagne où il dirigea un bar à Cologne avant de rejoindre l'AFDL de Laurent-Désiré Kabila, père du chef d'État actuel, à Goma en février 1997. Montant rapidement en grade, il devint chargé de la logistique des FAC pendant la deuxième guerre congolaise, une période où on l'a accusé d'avoir trempé dans le commerce des armes. En 2012, il était déjà considéré comme un vieux sage dans les cercles présidentiels et sa nomination signifia une tentative de retour vers les sources du régime Kabila – et aussi vers un faucon de guerre expérimenté.

Au niveau régional, le CIRGL s'activait pour obtenir le retrait du M23 de Goma. Aucun pays membre ne soutenait un changement de régime par la force en RDC et le Gouvernement congolais se mettait à la disposition de ses voisins rwandais et ougandais afin d'obtenir de l'aide. Les présidents Kabila, Kagame et Museveni se réunirent à Kampala dès le 21 novembre et demandèrent aux rebelles de se retirer de Goma ; en contrepartie, le Gouvernement allait « examiner » les griefs du M23. Au même moment, le Conseil de sécurité, sous une impulsion française, avait déjà, le soir du 20 novembre, demandé au M23 non seulement de quitter Goma mais aussi « que ses membres soient démobilisés immédiatement et de façon permanente et déposent les armes¹⁶ ». Le 24 novembre, le président du M23, Runiga, vint lui aussi à Kampala où son chef militaire Makenga se trouvait déjà. Les gouvernements congolais, rwandais et ougandais réunis lors d'un sommet extraordinaire de la CIRGL lui donnèrent

¹⁶ Conseil de sécurité des Nations unies. 2012 (20 novembre). *Résolution 2076 du Conseil de sécurité des Nations unies*. http://countries.diplomatie.belgium.be/fr/binaries/20121120resoNU2076_tcm425-221120.pdf.

un ultimatum de 48 heures afin que le M23 quitte Goma et se retire jusqu'à 20 km. Une force conjointe FARDC-M23, « force internationale neutre » à composantes égales, devait se positionner à l'aéroport de Goma, et la zone des 20 km devait devenir une zone onusienne. L'Ouganda devait superviser l'opération avec le soutien du Rwanda et de la RDC dans le mécanisme de la CIRGL de surveillance EJVM (Expanded Joint Verification Mechanism) réunissant les états-majors de ces trois pays. La Tanzanie offrait de commander la « force neutre », et l'Afrique du Sud, de soutenir logistiquement l'événement. De plus, au tout premier plan, « le Gouvernement de la RDC va écouter, évaluer et résoudre les griefs légitimes du M23¹⁷ ».

Cette feuille de route fut appliquée, mais avec d'importantes modifications. Les 48 heures sont devenues sept jours, semaine pendant laquelle le retrait du M23 fut plusieurs fois mis en doute, et des négociations intenses avec les militaires ougandais, rwandais et congolais eurent lieu à Goma – certaines personnalités du M23, dont Bosco Ntaganda réinstallé dans la ville, étaient contre le retrait des troupes et avaient besoin d'être persuadées. Finalement, le M23 ne se retira pas de 20 km, mais seulement de 3 km, c'est-à-dire jusqu'aux hauteurs de Munigi d'où il surplombait aussi bien l'aéroport et la ville de Goma que les positions MONUSCO censées surveiller les rebelles. La force conjointe à l'aéroport ne vit jamais le jour. La « force internationale neutre », sous commandement tanzanien et avec une logistique sud-africaine, devint plus tard la « brigade internationale » de la MONUSCO qui, loin de rester neutre, faisait la guerre au M23. La clause demandant au Gouvernement d'« écouter » les « griefs légitimes du M23 » devint la base du « dialogue de Kampala » entre le Gouvernement congolais et le M23, mais la formulation de la CIRGL était trop ambiguë pour vraiment contraindre les deux parties, surtout le Gouvernement, à une solution négociée. Néanmoins, le principe fondamental que les concessions militaires du côté des rebelles seraient honorées par les concessions politiques du côté du Gouvernement était acquis.

Négociations à Kampala, scission au Congo

Les unités du M23 quittèrent Goma le 1^{er} décembre 2012. Elles emportèrent avec elles une grande quantité d'armes et de munitions des FARDC, dont des livraisons neuves qui avaient été délaissées par « Tango Four » au port de Goma, et aussi des véhicules du parc du gouvernement provincial. Ayant

¹⁷ 5^e sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement. 2012 (24 novembre). *Déclaration des chefs d'État et de gouvernement de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) sur la situation sécuritaire à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC)*. Kampala. <https://cirgl.org/IMG/pdf/Declaration-chefs24th.pdf>.

renoncé à un contrôle durable de la ville et à un maintien de l'ordre, des soldats du M23 commirent des pillages.

L'élan militaire des rebelles se trouva brisé par ce retrait. Au lieu de continuer leur guerre victorieuse, les soldats du M23 furent contraints de céder leurs positions à un ennemi défait et de regagner leurs positions antérieures avec, comme seule avancée, un butin de guerre assez important et le fait que leurs leaders politiques étaient maintenant en discussion avec l'ennemi dans un pays voisin. Pour la troupe, ce progrès politique ne signifiait pas grand-chose et allait à l'encontre de tout ce qu'on lui avait raconté avant.

Les proclamations du M23 sur le fait qu'il allait construire un micro-État dans le territoire de Rutshuru, y adjoindre l'installation d'administrations civiles et l'érection de panneaux dénonçant la corruption, ne dépassèrent jamais le stade des bonnes intentions, la primauté des militaires restant intacte. Pour les populations, l'« État » du M23 se traduisait surtout par des travaux publics obligatoires, une taxation lourde et par la construction de péages-routes aux points de sortie vers Goma au sud et vers Kanyabayonga au nord, ce qui rendait le voyage long et coûteux. Les militaires régnaient en maîtres dans leur micro-État, puisque l'activisme des politiciens se focalisait sur les négociations de Kampala. Celles-ci étaient dirigées par François Rucogoza, chef de délégation pour le M23, secondé à partir de janvier 2013 par Roger Lumbala et René Abandi comme autres figures importantes. Le premier *round* de négociations, ouvert le 9 décembre avec un contact direct le 11, fut conclu le 22 avec un accord sur l'agenda ; le Gouvernement refusait la demande rebelle de proclamer un cessez-le-feu.

Lors de la reprise des pourparlers le 16 janvier 2013, le M23 présenta son « cahier des charges » qui constatait « l'incapacité des services de sécurité », la « violation de la Constitution » par le Gouvernement sur plusieurs points et des « fraudes massives » lors des élections. Il recommandait l'annulation de ces dernières, la formation d'un Conseil national de transition pour réviser la Constitution, former un gouvernement de transition et mettre en place un système fédéral¹⁸. Ces demandes étaient bien entendu inacceptables pour le Gouvernement, et le M23 ne développa pas de stratégie politique pour les renforcer et bâtir des alliances en RDC afin de les soutenir. Il resta isolé au plan national congolais. Les contacts directs entre les délégations du M23 et du Gouvernement, chacune secondée par un important complément de représentants de la « société civile » respective, restaient plutôt rares. Une médiation indirecte en forme de « *shuttle diplomacy* » était plus fréquente et conduite par

¹⁸Rucogoza Tuyihimbaze, F. 2013 (16 janvier). *Mot de présentation du cahier des charges du M23 au dialogue de Kampala*. Kampala. <http://afrikarabia.blogspot.com/media/00/01/1742115598.pdf>.

le ministre de la Défense ougandais Chrispus Kiyonga – natif de Kasese, siège du roi traditionnel des Bakonzo ougandais apparentés aux Banande congolais, qui est donc aussi reconnu par les Nande. Cet homme était capable de converser avec Apollinaire Malu-Malu, un des chefs de la délégation gouvernementale, dans sa langue natale, ce qui rendait méfiante la délégation du M23. Plus tard, Kiyonga devait contredire le grief central du M23, en constatant que l'accord du 23 mars 2009 avait été appliqué dans la majorité de ses clauses.

Les dissensions au sein du M23 ne tardèrent pas à se manifester au grand jour. Fin février 2013, le mouvement se scinda en deux. Les partisans de Bosco Ntaganda et de Sultani Makenga en venaient aux armes. Le président Runiga, qui soutenait Ntaganda, fut destitué par le Haut Commandement sous Makenga le 27 février et à son tour déclara la destitution de Makenga. Lors de lourds combats les jours suivants, le M23 abandonna brièvement la ville de Rutshuru aux milices Mai-Mai et aux FARDC qui la rendirent le 3 mars quand l'aile Makenga, qui contrôlait toujours Bunagana et les bases principales du M23 autour de Chanzu, se fut imposée face aux troupes de Ntaganda plus au sud vers Goma. Finalement, la branche Ntaganda fut vaincue et prit la fuite. Le 16 mars, 650 de ses soldats se rendirent au M23-branche Makenga à Rumangabo ; 718 d'entre eux cherchèrent un refuge au Rwanda, dont le colonel Zimurinda grièvement blessé, le général Baudouin Ngaruye et l'ex-président Runiga. D'autres éléments, parmi eux des officiers importants, se rallièrent aux FARDC. Ntaganda lui-même prit la fuite clandestinement, après avoir tenté en vain de constituer une force pour regagner son Masisi natal. Il passa la frontière du Rwanda pour gagner Kigali et chercher refuge à l'ambassade des États-Unis le 18 mars qui le livra à La Haye le 22 mars conformément au mandat d'arrêt du CPI.

À l'époque, des observateurs analysèrent la scission du M23 comme une victoire des rebelles originaires du territoire de Rutshuru sur ceux venus du territoire de Masisi, ceux du premier étant aussi plus proches de Laurent Nkunda, lui-même originaire de cette région, et perçus comme plus modérés. Les perdants s'étaient opposés au retrait du M23 de Goma en novembre 2012 quand Makenga était déjà en train de le négocier à Kampala à leur insu. Makenga – qui avait remplacé Runiga par le professeur Bertrand Bisimwa comme président du mouvement – devait, selon cette analyse, se montrer plus souple en abandonnant les prétentions politiques nationales du M23 pour se cantonner à des revendications militaires.

Pour le Gouvernement congolais, il s'agissait d'un signal montrant que le M23 était dissous en tant que mouvement politique et que, débarrassés de leurs éléments intransigeants, les rebelles restants sous Makenga pourraient se montrer plus accommodants. Un projet d'accord de Kampala, à signer le 15 mars, circula aussitôt, dans lequel le M23 devait cesser la guerre et se réintégrer dans les FARDC. C'était tout aussi inacceptable pour le M23 que les demandes antérieures des rebelles ne l'avaient été pour le Gouvernement, et le projet fut

directement remis dans les tiroirs. Cependant, un nouveau chapitre était en train de s'ouvrir contenant une pression accrue envers le M23 afin de le faire céder.

Vers une reprise de la guerre

Selon Kinshasa, le M23 affaibli avait dorénavant le choix entre une reddition ou une défaite militaire. Le processus de rétrécissement du M23 allait de pair avec une évolution de la politique internationale envers la RDC dont la ligne directrice était de vider les négociations de Kampala de leur sens pour ne pas donner aux rebelles un rôle central, qui était rejeté par la majorité des Congolais, tout en poussant le Gouvernement à s'engager dans des réformes permettant de prévenir une répétition de la débâcle militaire de Goma.

Dans un premier temps, le 24 février 2013, sous l'égide de l'Union africaine et des Nations unies, le Gouvernement de la RDC et ceux des pays voisins signèrent un « accord-cadre » à Addis-Abeba qui allait devenir le cadre politique pour toute l'action de la communauté internationale pour la RDC. Selon ce document, « il est de plus en plus reconnu que la voie actuelle n'est pas viable. Partant d'une cessation des hostilités, des actions concrètes sont requises de la part du Gouvernement de la République démocratique du Congo », notamment : « continuer et approfondir la réforme du secteur de sécurité, en particulier en ce qui concerne l'armée et la police ; consolider l'autorité de l'État, en particulier à l'est de la République démocratique du Congo, y compris en empêchant les groupes armés de déstabiliser les pays voisins ; effectuer des progrès en ce qui concerne la décentralisation ; promouvoir le développement économique, y compris au sujet de l'expansion des infrastructures et de la fourniture de services sociaux de base ; promouvoir la réforme structurelle des institutions de l'État, y compris la réforme des finances ; et promouvoir les objectifs de réconciliation nationale, de tolérance, et de démocratisation¹⁹ ».

Les pays voisins promirent en contrepartie la non-ingérence, et la communauté internationale, un engagement accru. Un mécanisme régional et national de suivi fut alors institué. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki Moon, nomma une envoyée spéciale pour suivre le dossier, Mary Robinson. Le lendemain de la signature de cet accord, des combats entre les deux ailes du M23 éclatèrent.

Dans un deuxième temps, le 28 mars, le Conseil de sécurité des Nations unies vota un texte d'inspiration française renforçant le mandat de la MONUSCO et la dotant pour la première fois d'une brigade offensive. Selon cette résolution 2098, devenue fameuse au Congo depuis, la FIB – Force Intervention Brigade –,

¹⁹ *Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région*. 2013 (24 février). <http://www.peaceau.org/uploads/scanned-on-24022013-125543.pdf>.

basée à Goma, devait mener « seule ou avec les FARDC des offensives ciblées et robustes, en faisant preuve d'une grande mobilité et adaptabilité » avec « pour responsabilité de neutraliser les groupes armés et pour objectif de contribuer à réduire la menace que représentent les groupes armés pour l'autorité de l'État et la sécurité des civils dans l'Est de la République démocratique du Congo et de préparer le terrain pour les activités de stabilisation²⁰ ».

Cette FIB, qui ne commença à se positionner à Goma et dans les environs qu'à partir du mois de juin, était la réincarnation de la « force neutre internationale » conçue en novembre 2012 pour couvrir le retrait de Goma par le M23. Dans sa nouvelle forme, elle n'était plus neutre, étant un instrument de combat pour la MONUSCO et les FARDC contre le M23. Elle était fournie par la Tanzanie, l'Afrique du Sud et le Malawi : la Tanzanie assurant le commandement, l'Afrique du Sud, le matériel le plus performant, et le Malawi ne jouant qu'un rôle secondaire et ne venant rejoindre les autres que très tard. Cette version de la FIB était aussi le résultat d'une rivalité entre la SADC, ancien allié du Gouvernement Kabila lors de la deuxième guerre du Congo de 1998-2003, et la CIRGL, organisation des alliés des rebelles lors de la même guerre. La CIRGL avait réussi à faire reculer le M23, mais Kinshasa se tourna ensuite vers la SADC pour fournir des troupes d'intervention. La MONUSCO joua le jeu et, sous son nouveau chef, Martin Kobler, un diplomate allemand en fin de carrière et donc sans obligation de se courber politiquement, devint beaucoup plus radicale et offensive.

Dans un troisième temps, le pouvoir de Kinshasa réorganisa les FARDC. Le nouveau chef des forces terrestres, le général Olenga, fut confirmé dans ses fonctions en juillet. Il mit beaucoup de vieux officiers à la retraite, rajeunit les rangs supérieurs et s'efforça de faire une logistique plus efficace de concert avec le général Bahuma au Nord-Kivu. Le nouveau commandant de Goma, le colonel Mamadou Ndala, un ancien Mai-Mai qui lui-même se disait ex-AFDL, assurait un meilleur ravitaillement des troupes concentrées au nord de Goma en armes et munitions ainsi qu'en matériaux, vivres et eau. L'armée donnait enfin une impression beaucoup plus professionnelle, comme les M23 en face.

Parallèlement, le 26 juin, le président Kabila signa une ordonnance pour instituer des « concertations nationales » de toute la classe politique à Kinshasa, afin d'impulser les réformes politiques voulues par l'accord-cadre d'Addis-Abeba. Des processus de réforme de la commission électorale CENI, dont le président discrédité était remplacé par son prédécesseur Malu-Malu, étaient aussi mis en route.

²⁰ Conseil de sécurité des Nations unies. 2013 (28 mars). *Résolution 2098 du Conseil de sécurité des Nations unies*. http://countries.diplomatie.belgium.be/fr/binaries/20130328onu_tcm425-221119.pdf.

Avec l'accord-cadre, la résolution 2098 et la réforme des FARDC, tout le dispositif était en place pour neutraliser le M23 sur le plan politique, diplomatique et militaire, comme promis par le président Kabila dans son discours de fin d'année 2012. Entretemps, les négociations de Kampala piétinaient et, en privé, personne n'y croyait plus : il n'y avait pratiquement pas de plénières, et souvent, le Gouvernement claquait la porte et déclarait les rebelles responsables ; ceux-ci commençaient à réaliser qu'ils avaient été trompés.

Au bord de l'embrasement régional

Fin mai, de nouveaux combats éclatèrent près de Goma et des obus du M23 firent des morts dans la ville. Mi-juillet, les combats se rallumèrent et des obus, probablement tirés par les FARDC, tombèrent sur le Rwanda. Fin août, la FIB entra en guerre directement pour la première fois et fit d'abord reculer le M23 des hauteurs de Kibati à 10 km de Goma jusqu'à Kibumba plus au nord dans des combats estimés comme les plus violents depuis le début de la rébellion. Ces batailles d'une rare intensité poussaient la région au bord d'un embrasement régional. Le Rwanda était à deux doigts de riposter aux tirs d'obus répétés qui faisaient des morts et des blessés sur le territoire rwandais. Il voyait la Tanzanie comme un allié des FDLR au Congo, depuis que le président tanzanien Jakaya Kikwete, avait conseillé au Gouvernement rwandais de dialoguer avec la milice hutu. Dans certains milieux militaires congolais, on parlait ouvertement et joyeusement de porter la guerre contre le M23 au Rwanda, afin de « réaliser la prophétie du Mzee », en référence à un discours célèbre de Laurent-Désiré Kabila lors du début de la guerre de 1998. Le spectre de voir la coalition FARDC-FDLR ressurgir contre le Rwanda, renforcé par un acteur international agissant sous une prétendue neutralité, mais en fait se focalisant uniquement contre le M23, et de risquer une riposte rwandaise sur le territoire congolais qui aurait conduit directement à un affrontement entre le Rwanda et les forces onusiennes, devenait de plus en plus réel avec chaque obus tiré depuis la RDC sur le Rwanda.

Le 5 septembre, alors que des troupes rwandaises étaient déjà massées sur la frontière congolaise, un sommet d'urgence de la CIRGL à Kampala ordonnait la cessation immédiate des combats et la reprise des négociations politiques entre le Gouvernement et le M23 dans les trois jours pour se clôturer après deux semaines. Pendant cette période, tous les belligérants étaient appelés à la « retenue maximale²¹ ». La RDC s'opposa avec succès à un premier *draft* qui appelait à une cessation des hostilités pendant les négociations.

²¹ 7^e sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement. 2013 (5 septembre). *Déclaration des chefs d'État et de gouvernement des États membres de la Conférence internationale sur*

Les négociations à Kampala recommencèrent effectivement quelques jours plus tard. En même temps, le 7 septembre, débutèrent à Kinshasa les « Concertations nationales » qui, en dépit du boycott des formations principales de l'opposition politique, réunirent 780 délégués d'un large spectre politique et devinrent un forum pour débattre des problèmes du pays.

Débâcle politique et militaire

Les pourparlers de Kinshasa avancèrent d'abord plus loin qu'on ne l'aurait pensé. Le M23 consentit à l'abandon de la lutte armée et à sa transformation en parti politique, et il ne demanda pas la réintégration de ses troupes dans les FARDC. Dans un *round* final de négociations avec la participation de tous les envoyés spéciaux internationaux les 17 et 18 octobre, un consensus fut trouvé sur 8 de 12 points. Selon Mary Robinson dans son compte rendu du 21 octobre, ces points étaient « la libération de prisonniers ; la fin du M23 comme mouvement rebelle et la possibilité de s'établir comme parti politique ; le retour et la réinstallation de réfugiés et déplacés ; les biens extorqués et pillés pendant l'occupation de Goma par le M23 ; l'établissement d'une commission de réconciliation nationale ; la gouvernance et des réformes socio-économiques ; l'implémentation des clauses non ou partiellement implémentées et toujours pertinentes des accords de paix du 23 mars 2009 ; les mécanismes d'implémentation, monitoring et évaluation de l'accord de Kampala²² ». Mais « l'amnistie, le désarmement et l'intégration du M23 » poseraient toujours un problème.

Néanmoins, le 19 octobre, le M23 annonça la signature imminente d'un accord de paix à Kampala, ayant fait des « concessions substantielles ». Il s'en suivit un week-end mémorable de nuits blanches et d'exaspération qui allait se terminer par le départ de la plupart des membres de la délégation gouvernementale, sans avoir abouti à un accord au milieu de la nuit du 20 au 21 octobre. Il n'est pas établi que la question d'une amnistie pour les leaders du M23 était vraiment le point d'achoppement. Le Gouvernement avait déjà fait circuler une liste de 73 officiers et hauts gradés « non réintégrables » et le M23 n'en avait pas fait un obstacle, sa position étant qu'il ne demandait pas la réincorporation des officiers dans les FARDC. La question de l'avenir de ceux considérés comme réintégrables, y compris les politiciens, semblait plus compliquée : le M23 aurait demandé des garanties de non-poursuite en forme d'amnistie et des postes spécifiques pour certains rebelles, ce que le Gouvernement n'aurait pas voulu concéder. Ce qui, pendant ce week-end fatidique, paraissait le plus ardu

la région des Grands Lacs (CIRGL) sur la situation sécuritaire dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC). Kampala.

http://www.agoravox.fr/IMG/pdf/Declaration_des_Chefs_d_Etat_et_de_gouvernement_CIRGL_Kampala_5-09-2013_1_.pdf

²²Robinson M. 2013 (21 octobre). *Briefing to the Security Council*. New York.

dans ce qui filtrait à l'extérieur des réunions à huis clos était surtout la récusation de Roger Lumbala comme négociateur du M23 par le Gouvernement, car il aurait insulté le chef de l'État. Selon les témoins, cette querelle, un peu surprenante étant donné que Lumbala était présent dans la délégation du M23 dès janvier, aurait bloqué les pourparlers toute une soirée.

Quoi qu'il en soit, les négociations s'interrompirent dans la nuit du 21 octobre et ne devaient plus jamais être reprises à ce niveau. Le 23 octobre, le président Kabila fit son discours de réponse aux concertations nationales à Kinshasa devant les deux Chambres du Parlement réunies en congrès – la nécessité d'y assister était une autre raison pour les délégués gouvernementaux à Kampala de rentrer à Kinshasa. Ce discours fut jugé comme décevant par la majorité des commentateurs : beaucoup de promesses, mais sous forme de généralités sans échéances précises et pas de gouvernement d'union nationale.

Le lendemain du discours présidentiel, les combats entre les FARDC et le M23 reprirent sur le front de Kibumba et se généralisèrent. Et cette fois, tout alla beaucoup plus vite que l'année précédente. Kibumba tomba le 25 octobre aux mains des FARDC ; deux jours après, des soldats des FARDC venus du nord avec l'appui de combattants mai-mai contrôlèrent la cité de Kiwanja, grande voisine de Rutshuru avec une grande base onusienne qui avait auparavant été renforcée par les éléments de la FIB, puis la ville de Rutshuru elle-même. Le 28 octobre, les FARDC firent aussi leur entrée dans l'académie militaire de Rumangabo.

Le M23 se retira de toutes ces positions presque sans combat, espérant se retrancher dans les collines autour de Tchengerero, Jomba et Bunagana sur la frontière ougandaise, ainsi que sur les flancs des volcans autour de Chanzu et Runyoni où se trouvaient leurs positions retranchées les plus importantes. Mais le 30 octobre, il abandonna aussi Bunagana, son siège politique. Les leaders politiques prirent la fuite à travers la frontière ougandaise, y compris probablement le leader militaire Makenga et beaucoup de ses combattants. Le point final de cette offensive fulgurante des FARDC fut l'abandon de la forteresse de Chanzu par le M23 au petit matin du 5 novembre, face à une troupe des FARDC de plusieurs milliers d'hommes appuyés par la FIB de la MONUSCO avec logistique, artillerie et hélicoptères de combat impossibles à contrer.

Les rebelles en fuite de Chanzu laissèrent derrière eux une quarantaine de voitures calcinées, 300 tonnes de munitions et beaucoup de matériel, ainsi que quelques combattants. Le gros des troupes du M23 traversa la frontière pour se rendre à l'armée ougandaise. Le matin du 5 novembre, le président du M23, Bertrand Bisimwa, publia à Kampala une « annonce de fin de rébellion » et par cet acte mit fin à presque 18 mois d'existence du mouvement rebelle le plus puissant que la RDC ait subi depuis l'avènement de la Troisième République²³.

²³ *Announcement de fin de rébellion*. Kampala, 5 novembre 2013. Déclaration non numérotée.
http://www.kas.de/wf/doc/kas_11155-1442-1-30.pdf

L'épilogue de cette épopée aurait dû être la signature solennelle d'un accord de paix à Kampala, comme convenu par les partenaires internationaux et confirmé lors d'un sommet conjoint SADC-CIRGL à Pretoria le 4 novembre qui précisait qu'avec la signature de la RDC, « les parties signeraient un accord sous condition que le M23 fasse une déclaration publique renonçant à la rébellion, après laquelle le Gouvernement ferait une déclaration publique d'acceptance ; cinq jours plus tard, une signature formelle de l'accord aurait lieu²⁴ ». La « déclaration d'acceptance » du Gouvernement allait effectivement être publiée par la primature à Kinshasa directement, mais cette signature, prévue pour le 11 novembre – jour mondialement connu comme journée de commémoration de l'armistice qui mit fin à la Première Guerre mondiale en 1918 – capota en dernière minute. Le soir du 11 novembre en effet, la délégation gouvernementale congolaise refusa d'entrer dans la salle des fêtes à la State House de l'Ouganda pour assister à la cérémonie de signature, la médiation ougandaise ayant refusé une demande du Gouvernement congolais de changer l'appellation du document à signer d'« Accord » en simple « Déclaration ». Les délégués gouvernementaux préférèrent quitter Kampala en fanfare dans un climat de surenchère nationaliste au pays plutôt que de signer un « accord » de quelque sorte avec un mouvement défait qui avait mis fin à son existence militaire.

Ce n'est finalement que le 12 décembre, suite aux pressions multiples des partenaires internationaux de la RDC, que les deux partis ont signé des « déclarations » séparées mettant fin définitivement au processus de dialogue de Kampala²⁵. Les signatures sont intervenues à Nairobi en marge des festivités pour le 50^e anniversaire de l'indépendance du Kenya. Par sa déclaration, le M23 « confirme qu'il renonce à sa rébellion », accepte des poursuites pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité et se réserve le droit de devenir un parti politique. Le Gouvernement « s'engage à accorder l'amnistie aux membres du M23 pour faits de guerre et d'insurrection » ; pour en bénéficier, les rebelles doivent « personnellement s'engager par écrit à s'abstenir de manière permanente d'utiliser des armes » ; il s'engage aussi à « répondre favorablement à une éventuelle demande des membres du M23 de se constituer en parti politique ». Des processus de démobilisation sont fixés, ainsi qu'une Commission de réconciliation nationale et une Commission pour les biens spoliés ; le M23 en fera partie. Les engagements du

²⁴ *Communiqué du Sommet conjoint de la SADC et la CIRGL*. 2013 (4 novembre). Pretoria www.sadc.int/files/9913/8366/6047/SUM_-_SADC-ICGLR_-_13_NOV_-_FR_-_Communique_02.pdf.

²⁵ « Déclaration sur les engagements du mouvement du M23 au terme du dialogue de Kampala », Nairobi, 12 décembre 2013 ; « Déclaration du Gouvernement de la République démocratique du Congo à la fin des pourparlers de Kampala », Nairobi, 12 décembre 2013. Les deux sont consultables en français sur : blogs.taz.de/kongo-echo/files/2013/12/Nairobi-DRC-Declaration.pdf et blogs.taz.de/kongo-echo/files/2013/12/Nairobi-M23-Declaration-1.pdf.

Gouvernement portent aussi sur le retour des réfugiés et sur la reconstruction des zones de guerre. Il est réaffirmé la mise en œuvre des précédents accords de paix du 23 mars 2009 ainsi que de l'accord-cadre d'Addis-Abeba du 24 février 2013. Il n'est pas du tout établi que ces signatures marquent la fin du conflit. Aucune disposition ne règle le sort des membres du M23 en exil qui ne se conforment pas aux processus de démobilisation et d'amnistie. Dans les faits, les déclarations de Nairobi n'ont pas été suivies d'effets. Les quelque 1600 combattants du M23 réfugiés en Ouganda ont été cantonnés à la base militaire de Bihanga, proche de la ville de Kasese à l'ouest du pays, dans les bâtiments où jusqu'en décembre 2013 des instructeurs européens formaient des soldats de l'armée gouvernementale de la Somalie avec l'aide des forces armées de l'Ouganda. Début 2014, le leader militaire des M23, le général Sultani Makenga, coulait encore des jours tranquilles quelque part en Ouganda, tandis que le commandant de bataille le plus en vue des FARDC dans la guerre contre les M23, le colonel Mamadou Ndala, était tué dans une embuscade à la sortie de la ville de Beni. L'assassinat du colonel fut d'abord attribué au groupe armé ougandais (ADF) contre lequel ses unités spéciales URR étaient censées entrer en action ; mais, dans les jours qui suivirent, des soldats FARDC furent arrêtés. Encore un bouleversement majeur, et pas nécessairement le dernier.

2. L'éternel recommencement des groupes armés dans l'Est du Congo

Des sources incompatibles

Il y a plusieurs récits distincts et diamétralement opposés autour du M23, comme autour de toutes les rébellions du même genre en RDC.

La première origine évoquée est celle qui voit le M23 comme une émanation pure et simple des intérêts rwandais en RDC, sinon comme une émanation de l'armée rwandaise déguisée en soldats congolais et commandée directement par Kigali. Cette lecture, véhiculée par certains groupes se réclamant de la société civile et de l'opposition politique au Congo, mais aussi, ces derniers temps, en partie par le gouvernement provincial du Nord-Kivu, se trouve légitimée par les rapports controversés du Groupe d'experts des Nations unies, chargé de surveiller l'application des sanctions contre les groupes armés du Congo, et d'ONG comme Human Rights Watch et Enough. Elle part de l'analyse que le Rwanda aurait une velléité ancienne de dominer le Kivu, afin de bénéficier de ses espaces et de ses richesses, et que, à cette fin, il déstabilise le Congo sciemment pour assurer son contrôle sur l'Est. Ce serait donc le Rwanda qui aurait créé successivement l'AFDL, le RCD, le CNDP et le M23 pour dominer

le Congo et qui entretiendrait aussi la menace des FDLR et autres miliciens au Kivu pour mieux diviser et régner.

Les rwandophones du Kivu à la tête de ces mouvements ne seraient que des Rwandais, non pas des Congolais, mais des occupants. Ils ne se maintiendraient en RDC que par le pillage et la terreur, et, à travers eux, le Rwanda serait responsable de plusieurs millions de morts. Ce ne serait que par la résistance nationaliste des Congolais « autochtones » que les espaces contrôlés par ces mouvements auraient pu être successivement repris jusqu'à la complète débandade du M23 en novembre 2013.

Dans cette optique, même le régime Kabila à Kinshasa, issu de l'AFDL, serait d'une légitimité douteuse et on serait vite enclin à lui prêter une volonté de déstabiliser l'Est lui-même, afin de pouvoir ensuite se concerter avec le Rwanda pour y faire rétablir l'ordre. De même, les populations rwandophones du Kivu seraient de nationalité douteuse et de toute façon certainement pas de bons Congolais – exception faite d'une partie des populations banyamulenge dans les Hauts Plateaux du Sud-Kivu.

La seconde explication des origines est celle des combattants M23 eux-mêmes ou des CNDP avant eux. Ils se voient comme l'avant-garde révolutionnaire du Congo qui aurait fait tomber la dictature de Mobutu et qui n'aurait cessé d'être trahie et marginalisée depuis, avec la mise en cause répétée de la nationalité congolaise des partisans, de leur droit à l'autodéfense et à la défense de leurs communautés. Chaque nouvelle rébellion de leur part se nourrit idéologiquement de la défaite de la précédente, une défaite qui n'est jamais vécue comme militaire, mais politique.

Les soldats du M23, comme ceux du CNDP avant eux, se voient comme les « vrais » soldats d'une « vraie » armée, plus professionnelle, disciplinée et capable que les FARDC ; c'est pourquoi ils préfèrent le maintien de leurs propres structures d'organisation à l'intégration et la dissolution dans l'armée nationale. Ils pestent contre la mauvaise gouvernance et reprennent pour leur compte une certaine version du discours révolutionnaire de l'AFDL qui prônait la lutte contre les antivaleurs et la refondation du Congo autour de la discipline et de l'unité, et ce, avec les forces armées comme noyau d'une société plus saine. Comme ils n'ont pas confiance en l'État congolais ni dans les FARDC, ils refusent même après intégration le transfert de leurs soldats dans d'autres régions du Congo pour ne pas laisser leur communauté seule au Kivu. Sans la capacité de la défendre eux-mêmes, ils l'exposeraient alors à un risque de génocide comme au Rwanda en 1994, d'autant plus que des génocidaires rwandais sont toujours actifs et que des discours de haine contre les « Rwandais » et plus particulièrement contre les « Tutsi » sont largement vulgarisés au Congo.

Très visible au M23 est aussi la nostalgie pour Laurent Nkunda dont l'arrestation et le maintien sous surveillance par le Rwanda depuis 2009 sont vécus

comme une calamité. Ceci fait aussi que les relations entre le M23 et le Rwanda sont marquées par beaucoup de méfiance et une volonté de se tenir à distance, contrairement à ce qui est généralement supposé. Nkunda est toujours vénéré par beaucoup de combattants tutsi au Nord-Kivu comme « Afande », tandis que Bosco Ntaganda n'inspire pas confiance à cause de ses volte-face répétées et de ses intérêts privés obscurs, et que Sultani Makenga, en dépit de ses qualités militaires reconnues, ne suscite pas le même respect.

Les deux récits forment en fait les deux facettes d'une même histoire, celle de la guerre du Congo qui a transformé tout le monde en victime – mais en victime de l'autre qui se voit lui-même aussi en victime. La guerre fait souffrir la population de l'Est de manière inimaginable, en détruisant non seulement les institutions et le tissu économique, mais aussi la cohésion sociale et les valeurs mentales. C'est dans ce cadre qu'il faut analyser les raisons des émergences récurrentes de groupes armés à travers l'Est.

Le désir d'écrire sa propre histoire, de se défendre soi-même et de se gérer de façon indépendante sans soumission à un pouvoir proche ou lointain est un des héritages forts de deux décennies de guerre et de destruction. Chaque communauté veut s'approprier son identité et la revendiquer à l'égard des autres, y compris par la voie des armes. Les groupes armés sont vus comme forme d'expression politique au niveau local, faute d'autre moyen, tout aussi légitime que le scrutin universel au niveau national. Au quotidien, le sort des déplacés, la nécessité de les protéger et de les aider à retrouver et sécuriser leurs champs et villages ainsi que le souhait de venger les victimes constituent des motivations fortes à mettre sur pied des milices et à s'investir dans la guerre.

L'aspect psychologique et psychosocial n'est pas à négliger. Après deux décennies de conflits intercommunautaires, tout le monde au Kivu a sa propre histoire de victimisation à opposer aux autres. Les différentes origines irréconciliables sont fortement ancrées dans l'imaginaire populaire, et, comme aucun effort n'est réalisé pour éduquer les gens dans le respect de l'autre et dans la recherche de la vérité, ni qu'aucun effort judiciaire n'a été entamé pour juger les crimes des guerres du Congo, ces récits sont assimilés tels quels par les populations. Ils sont transmis d'une génération à la suivante et deviennent peu à peu des mythes fondateurs de toute action politico-militaire.

Pour beaucoup de jeunes du Kivu, surtout les hommes, la prise d'armes est aussi une forme de passage à l'âge adulte avec la soumission à un groupe armé comme acte d'initiation et le maniement des armes comme « auto-prise » en charge. Des études ont démontré qu'une proportion élevée de ceux qui perpètrent des crimes contre la population civile, surtout des viols et des violences sexuelles, ont eux-mêmes été victimes ou témoins des mêmes actes brutaux.

Rébellion permanente : l'histoire des groupes armés « rwandais »

Au début, c'est surtout l'absence d'État dans le crépuscule de la République du Zaïre qui a favorisé l'émergence des groupes armés à travers l'Est de la RDC.

Le conflit autour de la nationalité des populations rwandophones au début des années 1990 avait déjà favorisé la création de milices locales sous l'emprise de politiciens locaux qui s'entretenaient dès 1993. Après le génocide au Rwanda en 1994, les milices interahamwe et l'armée rwandaise (FAR) responsables des massacres pouvaient s'installer tranquillement au Zaïre avec des centaines de milliers de civils hutu, sous la protection de la France et de son « Opération turquoise » qui permettait l'exfiltration de l'appareil étatique du régime génocidaire du Rwanda au Zaïre. Ils érigèrent un État dans l'État dans les camps de réfugiés au Kivu, avec leur propre armée sous perfusion internationale sans être inquiétés par les autorités zaïroises jusqu'à ce que ce fût trop tard. Ils arrivaient dans un contexte marqué par des graves tensions interethniques et leur irruption contribua à exacerber ces conflits.

En 1996 l'intervention du Rwanda désormais gouverné par l'ancienne guérilla tutsi FPR, à laquelle s'étaient joints de nombreux Tutsi zaïrois pour lutter contre le génocide, éparpilla les ex-FAR et Interahamwe à travers le pays. Tandis que ceux du Nord-Kivu regagnèrent presque tous le Rwanda, ceux du Sud-Kivu prirent la fuite à l'intérieur, l'armée rwandaise à leur poursuite ; il y eut les massacres de Tingi-Tingi et puis l'odyssée des réfugiés hutu jusqu'en Centrafrique et au Congo-Brazzaville. Durant ce temps, l'armée rwandaise aida à installer Laurent-Désiré Kabila comme président de la République démocratique du Congo à Kinshasa, et le général rwandais James Kabarebe – aujourd'hui ministre de la Défense à Kigali – comme chef d'état-major général.

En juillet 1998, le président Kabila, voulant se refaire une base populaire après les débuts chaotiques de son règne, limogea Kabarebe et proclama l'expulsion des « Rwandais » du Congo. En réaction, les troupes les plus importantes de la toute jeune nouvelle armée congolaise se rebellèrent, début août 1998, sous l'appellation du « RCD » (Rassemblement congolais pour la Démocratie), un parti basé à Goma et composé essentiellement de troupes rwandophones loyales à Kabarebe et de vétérans de la guerre de 1996. Des pogromes anti-Tutsi s'ensuivirent dans les rues de Kinshasa.

Au président Kabila il ne restait essentiellement que ses propres alliés katan-gais et tous ceux qui ne voulaient pas de « Rwandais » au Congo, c'est-à-dire les milices des autres ethnies de l'Est et aussi l'ex-FAR comme composante la plus performante. Tous se battaient contre le RCD et son allié, le Rwanda, sur le front du Kasai et du Katanga, mais aussi à l'intérieur du territoire acquis au RCD dans le Kivu. Pendant toute cette période, des milices d'autodéfense, les

Mai-Mai, se formèrent un peu partout dans le Kivu, souvent sur initiative des chefs coutumiers et financées par des Congolais de l'extérieur. Elles opposaient une résistance aux « Rwandais » : aussi bien l'armée rwandaise et ses alliés congolais du RCD que plus tard les combattants hutu.

L'accord de cessez-le-feu de Lusaka de 1999, qui allait ensuite servir de base aux accords de Sun City de 2002 et au partage du pouvoir dans la période de transition dite 1+4 de 2003 à 2006, consacra la division du pays en trois administrations *de facto* de l'époque : le Gouvernement national de Kabila à Kinshasa, le gouvernement du RCD à l'Est et le gouvernement du MLC au Nord. Ces trois composantes, auxquelles allaient s'ajouter l'opposition politique à Kinshasa et la société civile pour constituer le 1+4²⁶, étaient reconnues comme administrations disposant d'armées dont la fusion réunifierait la RDC. Dans la transition politique amorcée en 2003, les armées de Kinshasa, du RCD et du MLC étaient donc censées se fondre dans une nouvelle armée des FARDC.

Dans le contexte du Kivu, où chaque communauté et groupe ethnique s'auto-organise pour assurer sa propre sécurité et pour s'imposer face à tout pouvoir extérieur, cette évolution désavantageait les combattants rwandophones du RCD, surtout les Tutsi. Ils étaient obligés de quitter leur contrée pour devenir soldats réguliers appelés à servir partout dans le pays, alors que leurs adversaires, les milices mai-mai des autres groupes ethniques du Kivu, restaient sur place comme miliciens irréguliers. Le Kivu tomba alors dans un vide politico-militaire : l'armée du Rwanda était partie en 2002 ; en 2003, le RCD quittait l'Est pour prendre des postes à Kinshasa dans le cadre de 1+4. Bien vite, dès lors, d'autres s'engouffrèrent dans ce vide : d'abord, les ex-FAR, qui avaient été expulsés des rangs de l'armée gouvernementale congolaise et qui s'étaient révoltés contre les tentatives de les rapatrier au Rwanda, se réinstallèrent au Kivu à partir de 2003 sous l'appellation de FDLR, érigeant une administration autonome qui allait prendre le contrôle de 60 % du Kivu dans les années suivantes. Ensuite et simultanément, certaines troupes du RCD, qui se méfiaient de la Transition et étaient restées dans l'Est : le Gouvernement de transition leur donna partiellement satisfaction en laissant le commandement de la nouvelle 8^e région militaire, la province du Nord-Kivu, sous commandement local, avec le général ex-RCD Amisi (« Tango Four ») comme chef, tandis que les autres régions militaires étaient dirigées par des non-originares issus d'autres mouvements que ceux déjà sur place. Au Sud-Kivu, qui quant à lui était doté d'un chef de région militaire non-originaire, des troupes ex-RCD entrèrent en rébellion en 2004 sous la direction de Laurent Nkunda, un autre général ex-RCD qui aurait dû devenir général dans les FARDC mais refusait de

²⁶Il s'agit d'un système où le pouvoir exécutif se compose, outre des ministres, du président et de quatre vice-présidents.

prêter serment à Kinshasa, préférant rester à l'Est. Après leur repli de Bukavu qu'ils avaient brièvement occupé, les mutins de Nkunda prirent position au Nord-Kivu, d'abord en alliance avec le gouverneur provincial Eugène Serufuli, un Hutu ex-RCD. C'était l'époque où les premières unités « intégrées » des FARDC, issues du processus de « brassage », apparaissaient, mais comme des structures bizarres non adaptées au contexte local...

Avec les élections de 2006, le RCD disparut comme force politique et les rwandophones perdirent le pouvoir au Nord-Kivu. Le Nande Julien Paluku devint gouverneur. Le général Vainqueur Mayala, originaire du Bas-Congo et très actif contre les groupes armés en Ituri – y compris l'UPC de Bosco Ntaganda – prit le commandement de la 8^e région militaire à Goma. Les troupes du ex-RCD commandées par Nkunda entrèrent en dissidence sous le sigle CNDP à partir des collines de Masisi. Les FARDC tentèrent plusieurs fois de déloger cette nouvelle rébellion, au prix de pertes importantes, et plusieurs tentatives d'intégrer les rebelles – le « mixage », puis le processus « Amani Leo » après la conférence de paix de Goma début 2008 – se soldèrent par un échec. Simultanément, la milice hutu Pareco fut créée pour fédérer des milices mai-mai diverses avec les loyalistes de Serufuli. Bien entendu, les autres groupes ethniques du Kivu eux aussi gardaient leurs propres milices, comme contrepoids, et les FARDC naviguaient dans un jeu compliqué d'alliances et antagonismes locaux.

En octobre 2008, les troupes de Nkunda faillirent prendre Goma. Un processus de négociation internationale s'ensuivit, coupé court quand un putsch interne au CNDP, probablement fomenté avec la bénédiction du Rwanda et de la communauté internationale, destitua Nkunda et porta Bosco Ntaganda à la tête du CNDP en janvier 2009.

Le 14 janvier 2009, le CNDP tutsi de Bosco Ntaganda mit fin à la guerre, ainsi que le Pareco hutu dirigé par Sendugu Museveni : tous deux accordèrent d'abord un « droit de passage » à l'opération conjointe « Umoja Wetu » des armées congolaises et rwandaises contre les FDLR, levant leurs barrages de route et fraternisant avec les soldats des FARDC ; ensuite, ils négocièrent leur intégration dans les FARDC avec des structures particulières commandées par Bosco Ntaganda et Sultani Makenga. Le CNDP en plus se mua en parti politique lors des accords du 23 mars 2009. Les deux milices ayant ainsi gardé leurs propres structures à l'intérieur des FARDC après 2009, il leur fut plus aisé de réanimer des rébellions le moment choisi – le M23 comme émanation du CNDP en 2012 pour les Tutsi, et avant eux les « Nyatura » (« Frappez fort ») comme émanation des Pareco au sud du territoire de Masisi et au nord de Kalehe en 2011 pour les Hutu. Les Nyatura surent s'allier aux FARDC contre l'ennemi commun, le M23, et ne furent donc pas inquiétés.

Guerre permanente : les faillites congolaises et l'armée nationale

L'essor des milices et groupes armés dans l'Est après la fin officielle de la guerre en 2003 fut favorisé par l'incapacité des autorités de la Transition de gérer le conflit avec les troupes rwandophones du ex-RCD. Toutes les tentatives d'instituer un programme de démobilisation nationale (DDR) pour les diverses armées et milices échouèrent : la structure nationale CONADER (Commission nationale de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion) qui initia ce travail en 2004 n'œuvra jamais comme voulu et les bailleurs de fonds retirèrent leur financement avant les élections de 2006, arrêtant le programme balbutiant à mi-chemin. Après les élections, la CONADER fut remplacée par l'UEPNDDR (Unité d'Exécution du Programme national de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion) qui n'a plus jamais fait parler d'elle depuis.

Selon les statistiques officielles²⁷, en 2004, on comptait 330 000 combattants en RDC, dont 150 000 devraient être intégrés dans les FARDC. 180 000 autres, dont 30 000 enfants et 150 000 soldats adultes, devraient bénéficier d'une démobilisation et réinsertion sociale. Jusqu'à l'arrêt de ses activités en 2006, la CONADER en aurait démobilisé 102 000, mais seulement 55 000 auraient effectivement trouvé des places dans des programmes de réinsertion. Il serait donc resté 47 000 démobilisés mais non réintégrés, chiffre auquel il faudrait ajouter 39 000 combattants non encore démobilisés, mais pas intégrés non plus dans les FARDC, dont 22 000 anciens belligérants réguliers et 17 000 Mai-Mai. Donc des 150 000 combattants adultes à démobiliser, environ 60 % n'auraient pas bénéficié de réinsertion sociale, ce qui constitua un vaste vivier dont pouvaient se nourrir les groupes armés à partir de la fin des opérations de démobilisation (2006).

Les organisations des droits de l'homme ont souvent critiqué le fait que l'intégration des combattants de groupes armés dans les FARDC n'ait pas été précédée par un « *screening* » qui aurait exclu les auteurs de crimes de guerre. De plus, l'intégration volontaire de combattants de groupes armés dans les FARDC n'empêchait aucunement qu'ils en ressortent par la suite et se recyclent à travers les structures étatiques. Ils pouvaient aussi bénéficier d'une formation et d'un équipement des FARDC, avant de disparaître dans la nature et de retrouver leurs anciens compagnons de guerre. La démobilisation pouvait être utilisée comme une étape de repos avant la remobilisation lors de situations de tension où des leaders communautaires feraient appel à eux pour assurer une autodéfense.

²⁷Chiffres du programme national DDR et de la Banque mondiale rassemblés et évalués dans le rapport de Douma, P., Frerks, G., Gompelman, G., Klem, B. & van Laar, S. 2008. *The Struggle After Combat: The Role of NGOs in DDR Processes: Synthesis Study*. Cordaid. <http://cordaid.org>.

Parfois, les « désintégréés » gardaient des contacts utiles au sein des FARDC, ce qui leur permettait de contrer toute tentative contre eux, mais aussi ce qui donnait un prétexte aux officiers des FARDC pour réclamer encore plus de moyens du pouvoir central. En effet, ces chefs encaissaient des budgets, mais aussi des lots de munitions et d'armes importants dont une partie, voire la totalité, pouvait ensuite être vendue aux groupes armés. Ils réclamaient alors encore plus de livraisons pour combattre ceux qui avaient acheté les stocks précédents... Ceci était encore aggravé par l'implication d'officiers dans le trafic de minerais et dans d'autres activités commerciales illégales, ainsi que par leur enrichissement visible sur le terrain. Ce phénomène, connu de tous les observateurs, mais presque impossible à documenter et à prouver avec précision, a attisé le sentiment largement répandu que les FARDC, et à travers elles le pouvoir central, constituent également un facteur d'instabilité à l'Est, alimentant les conflits locaux pour en tirer profit.

C'est dans ce contexte de déliquescence profonde que le Gouvernement congolais entama une réorganisation des FARDC en 2011, dans les mois précédant la campagne électorale. L'exercice dit de « régimentation » consistait à dissoudre les brigades existantes pour les remplacer par des régiments. Cette politique avait été conçue dans la vision d'un retrait progressif de la MONUC, plébiscité à l'époque par le Gouvernement de Kinshasa, et elle fut implémentée sans concertation avec les partenaires internationaux des FARDC.

Dans un premier temps, dans tout le Kivu, les unités FARDC furent regroupées en certains lieux précis pour être restructurées en nouveaux régiments avec de nouvelles structures de commandement. En même temps, un ultimatum fut donné aux groupes armés d'intégrer les FARDC au plus tard le 30 juin 2011. De grandes tensions émergèrent au sein des FARDC à cette époque, la régimentation étant destinée aussi à briser les structures parallèles héritées de l'intégration des CNDP et du Pareco en 2009. La logistique des FARDC étant toujours aussi désastreuse, des unités entières se retrouvèrent sans ravitaillement suffisant, et le malaise gronda. De plus, en conséquence, des pans entiers du territoire se retrouvèrent sans présence des FARDC... Cette situation profita aux Mai-Mai et autres groupes armés qui remplirent le « vide sécuritaire » laissé par les FARDC en cours de régimentation, alors même que le mécontentement grandissait au sein des FARDC. C'était le décor parfait pour une extension de l'instabilité. Dans le territoire de Shabunda (partie ouest du Sud-Kivu), la milice mai-mai Tembo « Raia Mutomboki » (« Citoyens en colère »), très antirwandaise et formée pour contrer l'enracinement des FDLR dans cette région, étendait son contrôle, tout autant que le faisaient les autres milices auxquelles elle s'opposait. Dans le territoire de Fizi (partie méridionale du Sud-Kivu), c'était la milice mai-mai Yakutumba, dénommée d'après le nom de son

chef, qui profitait du vide sécuritaire. La même situation, avec une matrice plus compliquée de groupes armés locaux, était constatée également dans les territoires de Kalehe (partie nord du Sud-Kivu) et Masisi (partie sud du Nord-Kivu).

À l'époque, beaucoup d'organisations locales et de la société civile mettaient sévèrement en cause le Gouvernement, l'accusant de favoriser l'insécurité pour empêcher le renouvellement des listes électorales pour le scrutin de novembre 2011 dans des régions présumées prêtes à basculer dans l'opposition devenue forte au Kivu après la rupture de Vital Kamerhe d'avec Joseph Kabila. Kamerhe, natif de Bukavu, ancien chef de campagne de Joseph Kabila en 2006 et ensuite président de l'Assemblée nationale jusqu'à sa démission en protestation contre la coopération entre les armées congolaise et rwandaise au Kivu en 2009, entra dans l'opposition avec son nouveau parti, l'UNC, et comptait sur le Kivu pour se donner des voix suffisantes pour éliminer Kabila.

C'est dans ce contexte d'instabilité croissante que se tinrent donc les élections du 28 novembre 2011 desquelles, contre toute attente, le président Kabila devait émerger en tête au Kivu. Il ne fut donc pas surprenant que certains groupes armés qui avaient pris du poids dans les mois précédant le scrutin se référassent aux résultats électoraux pour légitimer leur action et reprocher à Kabila, aussi bien qu'aux ex-CNDP encore loyaux pendant les élections, de travailler de concert contre la volonté populaire. Certains d'entre eux dénoncèrent même la guerre du M23 ensuite comme une mascarade.

Parmi ces groupes, il fallait aussi compter les Mai-Mai Yakutumba dans le territoire de Fizi au Sud-Kivu qui, seul parmi tous les territoires de l'Est, avait donné une large majorité à Étienne Tshisekedi et à l'UDPS avec 72 % grâce au soutien de l'électorat bembe ; les miliciens Yakutumba, ainsi que certains de Raia Mutomboki plus au nord, allaient par la suite se présenter comme les « combattants de Tshisekedi » et essayer de puiser du soutien dans le mécontentement de toute cette opposition politique. Un phénomène similaire était observé dans les territoires de Kalehe et Masisi.

Le décor d'une guerre civile généralisée était donc planté, bien avant l'irruption du M23 sur la scène politique. L'analyse, largement véhiculée par certains observateurs internationaux, selon laquelle c'est le M23 qui aurait créé le vide sécuritaire permettant aux autres groupes armés de s'installer, et donc que la fin du M23 pourrait faire rentrer les autres groupes armés dans leurs boîtes quasi automatiquement, trahit une ignorance profonde de la réalité politique du Kivu et risque de conduire à des erreurs politiques qui ne peuvent que retarder la stabilisation de la RDC.

Après le M23

Selon un décompte officiel, mi-2013, il y avait 54 groupes armés en RDC, avec à peu près 12 000 combattants à démobiliser au total, dont 1 800 appartenant au M23, 2 500 aux groupes armés étrangers, et le reste, environ 7 400 personnes, éparpillées parmi des groupuscules allant du FRPI en Ituri avec 800 combattants jusqu'à une milice banyamulenge au Sud-Kivu de 25 hommes²⁸. Avec la fin du M23, il en reste donc 53, sans compter ceux qui ont pu naître depuis, même si le M23 était de loin le plus grand et le plus organisé d'entre eux.

Il est dès lors surprenant de voir que la débâcle du M23 est fêtée par certains Congolais comme la fin définitive de la guerre à l'Est. Sauf si on juge les 53 autres groupes armés comme des « faiseurs de paix » au Congo, la défaite du M23 ne peut pas être synonyme de pacification à l'Est. Cependant, la résolution 2098 étant en principe dirigée contre tous les groupes armés de l'Est et la MONUSCO ayant dit plusieurs fois qu'après le M23 d'autres mouvements seraient ciblés, en priorité les groupes armés étrangers comme le FDLR et l'ADF/NALU, il est vrai que les actions militaires offensives devraient continuer. Le contraire légitimerait le discours de victimisation du M23 qui se considère injustement traqué... En effet, aucun autre groupe armé que le M23 n'a jamais été objet de résolutions onusiennes l'enjoignant nommément de déposer les armes de façon permanente ; aucun autre mouvement n'a jamais fait face à une telle démonstration de force militaire. Mais aucun autre groupe n'est structuré comme une armée régulière, avec toutes les attributions et le *modus operandi* d'une force armée qui défend un État avec un territoire et des frontières. Le M23, dans toutes ses planifications, tous ses encadrements et opérations, s'est comporté selon une logique de guerre classique. Il était donc susceptible d'être vaincu par des méthodes de guerre conventionnelle, ce que l'offensive FARDC-MONUSCO de 2013 a démontré de façon éclatante. C'était une « guerre symétrique » et donc atypique pour le Kivu aux conflits « asymétriques ». Tous les autres groupes armés, exception possible à faire pour les FDLR elles aussi héritières d'une armée classique avec un quasi-État, sont plutôt des milices populaires aux territoires, contours et structures flous (leurs membres peuvent se donner des uniformes et des grades militaires, mais c'est seulement pour la galerie), et il s'avère alors beaucoup plus difficile de les déloger par des opérations militaires traditionnelles...

²⁸ « Draft Programme DDR du Gouvernement congolais ». 2013. (En possession de l'auteur.)